



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

TRANS/WP.29/GRSG/2004/23
3 août 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS
ANGLAIS et FRANÇAIS SEULEMENT

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DES TRANSPORTS INTÉRIEURS

Forum mondial de l'harmonisation des Règlements
concernant les véhicules (WP.29)

Groupe de travail des dispositions
générales de sécurité (GRSG)
(Quatre-vingt-septième session, 12-15 octobre 2004,
point 10.9 de l'ordre du jour)

PROPOSITION DE PROJET D'AMENDEMENT AU RÈGLEMENT N° 18

(Protection contre une utilisation non autorisée)

Communication de l'expert de l'Allemagne

Note: Le texte ci-après, établi par l'expert de l'Allemagne, vise à autoriser l'utilisation du frein de stationnement aux fins de l'application du Règlement n° 18. Les modifications qui ont été apportées au texte actuel du Règlement apparaissent en caractères **gras**.

Note: Le présent document est distribué uniquement aux experts des dispositions générales de sécurité.

A. PROPOSITION

Paragraphe 5.13, modifier comme suit:

«5.13 Les dispositifs destinés à empêcher une utilisation non autorisée empêchant le desserrage des freins du véhicule ne sont ~~pas~~ autorisés **que lorsque les freins sont maintenus serrés par un dispositif purement mécanique.**».

Paragraphe 6.2.1, modifier comme suit:

«6.2.1 Un dispositif destiné à empêcher une utilisation non autorisée agissant sur la transmission doit empêcher ~~la rotation des roues motrices~~ **le déplacement par roulement du véhicule.**».

Paragraphe 6.2.3, modifier comme suit:

«6.2.3 Il ne doit pas pouvoir se produire un blocage accidentel de la transmission lorsque la clef est dans la serrure du dispositif destiné à empêcher une utilisation non autorisée, même si le dispositif empêchant la mise en marche du moteur est entré en action ou a été armé. **Cette disposition ne s'applique pas lorsque les prescriptions du paragraphe 6.2 du présent Règlement sont satisfaites par des dispositifs utilisés à une autre fin pour laquelle la serrure doit répondre aux conditions ci-dessus (par exemple, frein de stationnement électrique).**».

Ajouter deux nouveaux paragraphes, libellés comme suit:

«6.4 **Autres dispositifs**

6.4.1 **D'autres dispositifs peuvent être autorisés, en accord avec l'autorité d'homologation. Ils doivent néanmoins offrir un degré de protection au moins équivalent à celui requis aux paragraphes 6.1, 6.2 et 6.3 du présent Règlement.**».

* * *

B. JUSTIFICATION

Les systèmes électriques sont de plus en plus largement utilisés dans la construction des véhicules. Les anciens systèmes purement mécaniques seront complétés ou remplacés par des systèmes électriques, par exemple les systèmes de direction électriques qui recevront une homologation de type (TRANS/WP.29/GRRF/2002/5/Rev.1 et Rev.1/Add.1). Le frein de stationnement électrique est de plus en plus couramment monté sur les nouveaux véhicules. Il s'agit d'un système sûr et fiable. Jusqu'ici, le paragraphe 5.13 du Règlement n° 18 de la CEE interdisait l'application des freins du véhicule. Cette interdiction était justifiée car ces freins précédemment étaient actionnés au moyen de fluides compressibles et qu'un frein ainsi actionné pouvait se desserrer après un certain délai sous l'effet des fuites. Avec l'introduction des freins électromagnétiques et freins de stationnement électriques, les objections à l'utilisation des freins du véhicule comme moyen de prévenir une utilisation non autorisée des véhicules ne sont plus justifiées. Il convient donc de modifier les paragraphes qui interdisent cette pratique. La proposition a pour objet d'autoriser des variantes de fonctionnement en ce qui concerne la protection contre une utilisation non autorisée.
